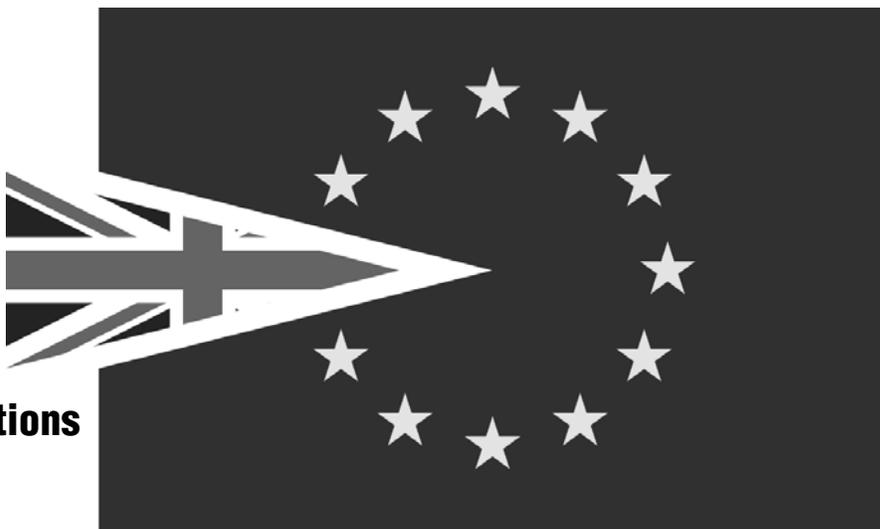


« Je t'aime ... moi non plus »

le Brexit à la lumière des relations internationales britanniques contemporaines



Les résultats du référendum du 23 juin sont maintenant connus : 51,9% des Britanniques ont choisi de rompre les liens qui les unissaient dans le cadre de l'Union européenne. Alors que le référendum devait mettre un terme aux spéculations relatives à la sortie de la Grande-Bretagne des institutions européennes et de l'espace Schengen, les débats reprirent de plus belle dès l'annonce des résultats.

Les historiens britanniques n'ont pas été épargnés par la campagne référendaire. Les arguments historiques justifiant les arguments d'un camp ou de l'autre ont rapidement émergé. Un groupe d'historiens, partisans du Brexit, s'est même impliqué dans le débat : *Historians for Britain*. Proposant une « vision eurosceptique et nationaliste » de l'histoire britannique, ce groupe d'historien adopte, selon Émile Chabal et Stéphane Malinowski, une perspective qui « paraît anachronique ».¹ En fait, leur argument principal défend l'idée que la Grande-Bretagne est sans doute le moins européen des États ... européens. Derrière cet apparent oxymore réside une perspective historique qui refait régulièrement surface, malgré les critiques de nombreux travaux universitaires, c'est-à-dire, l'exceptionnalité de l'histoire britannique. Cette perspective des historiens favorables au Brexit a naturellement suscité une levée de boucliers au sein de la communauté historique britannique. Les protestations furent si fortes que certains universitaires se sont regroupés autour d'un collectif intitulé *Historians for History*.² Critiquant cette vision conservatrice de l'histoire, ce dernier groupe a dénoncé l'instrumentalisation partisane de l'histoire britannique et européenne menée par les *Historians for Britain*.

Il est certainement contestable d'argumenter, dans la perspective de l'histoire longue, la « spécificité » de l'histoire britannique. Le texte de Chabal et Malinowski en démontre bien l'origine qui serait associée à l'état actuel de la discipline historique en Grande-Bretagne, où « l'histoire 'britannique' reste un sujet à

part qui n'est presque jamais intégré avec l'histoire « européenne », « globale » ou même (à Oxford) « générale »³.

Dans ce vaste débat, il est étonnant de constater que l'angle de l'histoire des relations internationales fut peu abordé dans le débat public autour du Brexit. Pourtant, les relations entre Albion et le continent européen sont, depuis longtemps, forts complexes. Les historiens des relations internationales pourraient argumenter l'existence, depuis 1815 au moins, des liens solides entre la Grande-Bretagne et le continent européen. Faut-il rappeler le moment charnière que constitue la fin des guerres napoléoniennes? La Grande-Bretagne intervint alors pour arrêter la quête de puissance de Napoléon Bonaparte sur le continent. Fondamentalement, c'est au nom du maintien de ses liens et de son influence sur le continent qu'elle prend la direction de la coalition multinationale qui mit un terme à l'entreprise impériale française. Paradoxalement, l'armée que commanda Wellington à Waterloo en juin 1815 était européenne, regroupant des Russes, des Prussiens, des sujets de l'empire autrichiens, sans compter les sujets britanniques.

Depuis ce temps, la politique étrangère britannique maintient une position indépendante et variable à l'égard des puissances continentales, refusant de lier son avenir à une puissance spécifique. Toutefois, elle adopte une position d'arbitre, capable d'influencer la destinée des relations internationales européennes à son avantage. Malgré son regard tourné vers l'Empire, l'Europe fut au cœur des préoccupations internationales britanniques. À ce titre, le XIXe siècle est révélateur. La Grande-Bretagne collabore parfois avec la France, la Russie, l'Autriche ou la Prusse, dans le cadre de relations internationales à géométrie variable, mais veillant à maintenir la capacité d'influence de Londres sur les puissances continentales.

Cette perspective explique également les origines de la Grande Guerre et, surtout, la difficile mise en place de relations interna-

¹ Émile Chabal et Stéphane Malinowski, « La Grande-Bretagne peut-elle être européenne? », *La vie des idées*, 19 juin 2015, p. 6.

² Voir <https://historiansforhistory.wordpress.com/about-opening-statement/>

³ *Ibid.*, p. 4.

Pourtant, les relations entre Albion et le continent européen sont, depuis longtemps, forts complexes.... Paradoxalement, l'armée que commanda Wellington à Waterloo en juin 1815 était européenne, regroupant des Russes, des Prussiens, des sujets de l'empire autrichiens, sans compter les sujets britanniques.

« L'ancien empereur dans une bouteille ». Credit : Wellcome Library, No. ICV 48909 (detail, greyscale), <http://wellcomeimages.org/indexplus/image/V0048263.html>



tionales libérales après 1918. La période des années vingt et trente est pourtant indicative à ce sujet. La fin de la Grande Guerre était porteuse du premier véritable projet transnational de l'histoire des relations internationales contemporaines par la création de la Société des Nations. Malgré le fait que les États-Unis étaient, initialement du moins, porteur du projet, le socle de ce qui allait devenir la SDN était définitivement franco-britannique. Cependant, les résistances britanniques à s'impliquer pleinement dans le projet collectif de la SDN sont manifestes. Que ce soit le refus de participer aux garanties de sécurité promises à la France au moment des négociations du traité de Paris, de la question des réparations allemandes ou des dettes de guerre. Même lorsque la Grande-Bretagne accepte d'agir dans un cadre multilatéral, l'engagement à long terme n'est jamais assuré. Le succès des accords de Locarno de 1925, qui marquaient la réconciliation franco-allemande, ainsi que la construction d'un système de sécurité collective en Europe, seront éphémères, sapés par les réticences britanniques à l'endroit de l'extension des principes de ce traité à l'Europe de l'Est et à la Méditerranée.

Lorsque le ministre des Affaires étrangères français Aristide Briand proposera, en juillet 1929, la mise en œuvre d'une fédération européenne, la Grande-Bretagne utilisera toute son influence pour faire échouer le projet. L'historien Robert Boyce a démontré que la Grande-Bretagne, sachant que sa participation au projet était une condition *sine qua non* à sa réussite, préfère faire échouer le projet pour conserver son indépendance. « Pour la première fois dans l'histoire moderne, l'unité européenne avait reçu le soutien formel d'un pays européen et l'intérêt sympathique de beaucoup d'autres, et la Grande-Bretagne avait dit 'Non' »⁴.

La volonté d'indépendance et d'influence internationale explique partiellement la nature de l'apaisement britannique à

⁴ Robert W. D. Boyce, « Britain's First 'No' to Europe: Britain and the Briand Plan, 1929-30 », *European Studies Review*, vol. 10, no. 1, 1980, p. 39.

l'endroit de l'Allemagne et de l'Italie. Ceci, malgré les demandes répétées de la France pour la construction d'un front commun contre les dictatures hitlériennes et mussoliniennes. Les conséquences de la Seconde Guerre mondiale confirmeront cette tendance, alors que Londres deviendra le relais de l'influence américaine en Europe. La construction européenne, qui débute le 9 mai 1950 avec l'annonce du plan Schuman et la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier se fait sans la Grande-Bretagne. Dès lors, les difficiles relations entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne se manifestent : la volonté d'indépendance internationale de la Grande-Bretagne à l'égard du continent européen émerge une fois de plus. Cette tendance perdurera dans les années soixante et soixante-dix. Naturellement, ce court texte ne peut exposer les facteurs culturels et structurels qui expliquent cette attitude britannique pluriséculaire. Pourtant, les résultats du référendum confirment la permanence de ce sentiment pour une part importante de la population du Royaume-Uni.

Cependant, l'histoire des relations internationales contemporaines a démontré la puissance des forces internationalistes qui stimulent, depuis 1918, l'amplification de la coopération entre les États. L'Europe et la Grande-Bretagne ne peuvent échapper à cette donne. Lorsque la Grande-Bretagne a accepté de collaborer dans le cadre d'un projet politique commun avec ses partenaires continentaux, elle fut accueillie en tant que membre de la famille européenne. La Grande-Bretagne ne pourra résoudre seule les questions migratoires, les menaces terroristes et la gestion des échanges commerciaux et financiers. Ce sont des enjeux qui affectent l'Europe et qui exigent une réponse commune. Cet aspect échappe toutefois aux militants de *Historians for Britain*.

Martin Laberge
Secrétaire de la langue française